

<http://gec.venissieux.org/Equipe-de-pilotage-de-la-mission-Grand-Projet-de-Ville-Autorisation-pour-verser>



Équipe de pilotage de la mission Grand Projet de Ville. Autorisation pour verser les participations et solliciter les subventions.



Publication date: mercredi 27 décembre 2023

- Interventions -

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

Madame le maire, chers collègues

En 2015, 1500 quartiers, dont 43 dans le Rhône, étaient classés en quartiers prioritaires de la politique de la ville. Cela représente environ 5 millions d'habitants, sur 702 communes.

La politique de la ville, selon l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires vise à réduire les écarts de développement au sein des villes, restaurer l'égalité républicaine dans les quartiers les plus pauvres et améliorer les conditions de vie de leurs habitants, qui subissent un chômage et un décrochage scolaire plus élevés qu'ailleurs, et des difficultés d'accès aux services et aux soins, notamment.

L'ambition affichée par l'ANCT ne peut pas être que celle de la politique de la ville. En effet, l'ensemble des politiques de l'éducation, la culture, la police et la justice, la santé, l'alimentation, la solidarité, le sport... doivent avoir pour objectif de réduire les inégalités et de restaurer l'égalité républicaine. Ce que l'on appelle le droit commun.

Or de savantes études d'économistes montrent qu'un habitant des quartiers prioritaires consomme moins d'argent public qu'un habitant des quartiers aisés !

Ce n'est pas anodin que les Territoires Zéro Non Recours, que ma collègue abordera dans le rapport 23, sont mis en place dans les quartiers dits populaires. Nous devons en effet faire beaucoup d'effort pour repérer le non accès au droit chez les pauvres, quand les riches font tout pour bénéficier de la moindre aide publique, notamment fiscale !

Pour résumer, la visibilité et la lisibilité du droit commun dans tous les quartiers est le premier enjeu de la politique de la ville.

Mais cela ne veut pas dire que les financements de la politique de la ville seraient inutiles, ce que l'on a pu entendre après les émeutes de l'été, souvent avec mépris « donnez-leur des millions, et ils brûlent tout ! » parfois de manière plus posée, mais toujours avec l'idée que la politique de la ville coûte cher et qu'elle est inefficace.

C'est un contresens total de ceux qui ne connaissent pas les quartiers dits populaires. Je préférerais le mot quartiers prolétaires comme le dit Kery James dans sa pièce à Huit Clos. Car ce sont là que vivent la majorité des premiers de cordées, applaudis lors de la crise du COVID et méprisés maintenant par ce gouvernement par le versement de quelques primes et une légère revalorisation du SMIC. C'est ignoré également la multitude d'actions rendues possibles par la politique de la ville, pour enrichir la créativité de nos habitants dans tous les domaines, éducatifs, culturels, sportifs, scientifiques, etc.

Le comité interministériel des villes, enfin réuni fin octobre, a évoqué beaucoup d'actions concrètes et utiles qui se traduiront, espérons-le, dans nos futurs contrats de ville mais nous n'avons rien entendu à la hauteur de ce qu'attendent les habitants, les associations, les élus, tous les acteurs de la politique de la ville. Les actions pour lesquelles le financement a été annoncé sont loin des besoins ! Il y a urgence pour des centaines de jeunes en rupture, en précarité familiale, proie des réseaux et de la violence de la rue.

Nous appelons à un vrai renforcement de la politique de la ville !